



Carré vert
45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS- PERRET

Initiative France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Initiative France

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et reconnue d'utilité publique

Siège social : 25 rue de Tolbiac 75013 PARIS

N° SIREN : 335 358 230

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Initiative France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Initiative France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 5 juin 2025

DocuSigned by:
JOUBIN Aurélie
130CF300E20342D...

Aurélie JOUBIN

Associée



Initiative France
25 rue de Tolbiac 75013 Paris
01 40 64 10 20
www.initiative-france.fr

Siret : 335 358 230 00050
Initiative France est une association
reconnue d'utilité publique.

INITIATIVE FRANCE

COMPTES ANNUELS ET ANNEXE

EXERCICE 2024

INITIATIVE France

Exercice clos le : 31/12/2024

BILAN ACTIF

	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. Dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, logiciels, drts & val. similaires	3 319	3 319		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	112 946	88 098	24 848	36 254
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	368 863	152 376	216 487	580 850
Autres immobilisations financières	56 106		56 106	56 106
TOTAL (I)	541 234	243 793	297 441	673 210
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	242 472	99 270	143 202	74 654
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	4 868 614	104 513	4 764 101	4 482 643
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 710 405		2 710 405	3 594 583
Charges constatées d'avance	65 797		65 797	34 371
TOTAL (II)	7 887 288	203 783	7 683 505	8 186 251
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	8 428 522	447 576	7 980 946	8 859 461
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an			5 618 849	8 086 251
(3) dont à plus d'un an			100 000	100 000
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

INITIATIVE France

Exercice clos le : 31/12/2024

BILAN PASSIF

	30/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	776 124	784 054,03
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres	2 534 340	2 488 834,42
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-184 420	37 574,80
Situation nette (sous total)	3 126 043,25	3 310 463,25
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 126 043	3 310 463,25
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	115 000	103 000
Provisions pour charges	109 084	109 496
TOTAL (III)	224 084	212 496
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	288 439	
Emprunts et dettes financières diverses (3)		708 944
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	725 800	710 314
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	480 910	444 908
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 948 808	1 654 153
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 186 862	1 818 183
TOTAL (IV)	4 630 819	5 336 502
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I à V)	7 980 946	8 859 461,21
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	2 801 830	5 336 502
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

Initiative France
25 rue de Tolbiac 75013 Paris
01 40 64 10 20
www.initiative-france.fr

Siret : 335 358 230 00050
Initiative France est une association
reconnue d'utilité publique.

INITIATIVE France

Exercice clos le : 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT

	30/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 125 212	1 146 151
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 109 402	459 602
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 175 587	3 035 626
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	69 000	125 000
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	463 878	555 394
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	96 321	10 000
Utilisation des fonds dédiés		9 415
Autres produits	3	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	6 039 403	5 341 188
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	25 131	12 173
Variation de stocks (marchandises)		
Autres achats et charges externes	2 686 530	2 077 270
Aides financières	468 939	605 126
Impôts, taxes et versements assimilés	201 890	184 262
Salaires et traitements	1 698 823	1 515 095
Charges sociales	955 891	861 649
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	186 770	26 420
Dotations aux provisions	107 909	82 941
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	15 660	22 270
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	6 347 543	5 387 206
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-308 140	-46 018,16
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	100 279	107 708
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	139 819	184 349
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	240 098	292 057
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	27 145	72 991
Intérêts et charges assimilées	89 160	135 393
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	116 305	208 384
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	123 793,00	83 672,76
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)	-184 347	37 655

Initiative France
25 rue de Tolbiac 75013 Paris
01 40 64 10 20
www.initiative-france.fr

Siret : 335 358 230 00050
Initiative France est une association
reconnue d'utilité publique.

INITIATIVE France

Exercice clos le : 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	74	80
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	6 279 501	5 633 244
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	6 463 922	5 595 670
EXCEDENT OU DEFICIT	-184 420	37 575
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		72 043
Bénévolat	120 560	76 344
TOTAL	120 560	148 387
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		72 043
Personnel bénévole	120 560	76 344
TOTAL	120 560	148 387

ANNEXES

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 7.980.946 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 184.420 €.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. L'association Initiative France

Objet social

L'association Fédération des plateformes et des coordinations régionales Initiative France, dite en abrégé « Initiative France », fondée en 1985, groupe des associations régies par la loi de 1901 ayant pour but de déceler et de favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités et de biens ou services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement d'une PME ou TPE. Les associations locales apportent leur soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt. Elles proposent un accompagnement des porteurs de projet, par un parrainage et un suivi technique assurés gracieusement. Elles contribuent également à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux PME et TPE.

Missions sociales réalisées

Le réseau Initiative France est le 1er réseau associatif de financement et d'accompagnement des créateurs, repreneurs et développeurs d'entreprises.

Sur l'année 2024, la création, la reprise ou le développement de plus de 20 624 entreprises (+3% par rapport à 2023) ont été soutenus, permettant ainsi la création ou la sauvegarde de 57 190 emplois (+4% par rapport à 2023).

Initiative France fédère 207 associations locales présentes sur tout le territoire métropolitain et ultra-marin et 13 coordinations régionales, elle a pour objet :

- De fédérer les « plateformes Initiative » en leur accordant son appui pour les aider à se créer et se développer, à échanger entre elles et à construire une expression collective,
- De procéder à la qualification et à l'agrément des plateformes Initiative tout en veillant à la préservation de l'éthique du réseau,
- D'établir et de conduire des programmes d'action à partir de réflexions stratégiques portant sur le développement et la politique du réseau,
- De représenter et de promouvoir les actions du réseau auprès des pouvoirs publics et des différents partenaires,
- De promouvoir les solidarités locales en faveur des créateurs d'entreprises et le mécénat économique,
- D'allouer des prêts d'honneur dont l'instruction et l'accompagnement relèvent des associations locales et en complément des prêts d'honneur qu'elles accordent. Depuis l'exercice 2013, la coordination nationale intègre la gestion d'un fonds de prêts d'honneur et se finance à cet effet auprès des gestionnaires de l'épargne salariale solidaire,

- D'une manière générale de soutenir toute initiative visant à dynamiser le tissu local par la création d'entreprises et d'activités nouvelles et promouvoir l'esprit d'entreprise

Moyens mis en œuvre

Pour assurer ses missions, Initiative France bénéficie des cotisations de ses adhérents (pour 21% de ses ressources), du soutien de partenaires publics (FSE, différents ministères) et de Bpifrance (pour 57% de ses ressources), ainsi que de partenariats privés (mécénats et contributions financières)

Son effectif moyen en ETP pour l'année 2024 s'est élevé à 27.6.

II. Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'année 2024 Initiative France a assuré la poursuite de ses missions telles que décrites ci-dessus.

Poursuite du projet de transformation numérique du réseau :

Sur l'année 2024, Initiative France a poursuivi son projet de transformation numérique du réseau en pilotant le déploiement de son nouvel outil métier « ARKA ». Ce déploiement se continuera tout au long de l'année 2025.

Une subvention exceptionnelle BPI France a été accordée pour le déploiement d'ARKA à hauteur de 400 K€. Etant donné le grand nombre d'associations locales qui vont migrer sur l'année 2025 dans l'outil, ainsi que les coûts générés pour le déploiement, il a été décidé de répartir cette subvention de la façon suivante : 100 K€ sur 2024 et 300 K€ sur 2025.

Université du réseau :

L'évènement du réseau Initiative France qui a réuni 754 salariés, bénévoles, entrepreneurs et partenaires au Groupama Stadium de Lyon les 16 et 17 octobre.

3 plénières, 14 ateliers (autour de la transition écologique et sociétale, l'intelligence artificielle...), 528 votes sur la mission.

Un magazine édité en 15 000 exemplaires et envoyé aux associations.

Poursuite du déploiement du programme Inclusion par le travail indépendant des personnes en difficulté d'accès à l'emploi

En 2021 le réseau Initiative France a répondu en consortium à l'Appel à projets lancé par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, portant sur l'inclusion par le travail indépendant des personnes en difficulté d'accès à l'emploi et notamment des jeunes, dans le cadre du pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique et du plan de relance.

Le projet global présenté et retenu porte sur la mise en œuvre par les associations locales du réseau de 2021 à fin 2023 d'un accompagnement renforcé de 5.400 personnes en difficulté d'accès à l'emploi, pour un coût total de 10.368.000€ financé par une subvention de 5.184.000€ versée par Bpifrance mandatée par la DGEFP. En complément de son rôle de chef de file du consortium Initiative France assure différentes missions, dont notamment la coordination globale du projet, l'ingénierie de l'offre de service nationale, la communication grand public, la stratégie de partenariat, l'ingénierie financière, la consolidation et le pilotage budgétaire ; pour un coût total budgété de 648.000€, subventionné à hauteur de 324.000€.

En 2023 le réseau Initiative France a répondu en consortium à un 2nd appel à projets portant sur la mise en œuvre par les associations locales du réseau d'avril 2023 à fin 2024 d'un accompagnement renforcé pour 2.502 personnes en difficulté d'accès à l'emploi, pour un coût total prévisionnel de 4.003.200 € financé par une subvention prévisionnelle de 2.001.600 € (dont 375.300€ pour Initiative France) versée par Bpifrance mandatée par la DGEFP. Par notification en date du 26 juillet 2023, ce projet a été retenu par la DGEFP puis révisé à la baisse en cours de déploiement.

Cet appel à projets a été reconduit par avenant pour permettre l'accompagnement de 2.235 personnes supplémentaires entre avril 2024 et fin 2025, pour un coût total prévisionnel de 3.076.000 € financé par une subvention prévisionnelle de 1.788.000 € (dont 300.000€ pour Initiative France).

Mandats de paiement pour 2 fonds publics :

En décembre 2021 Initiative France avait reçu de la DGEFP un mandat de paiement pour le fonds public « Prime à la création d'activité pour les jeunes en insertion » pour un montant de 9.375.000 €. Ce fonds a été clôturé en 2024, avec une consommation finalement arrêtée à 6.729.000 €.

En décembre 2023 Initiative France a reçu de la DGEFP un mandat de paiement pour un nouveau fonds public « Prime à la création d'activité pour les jeunes en insertion » pour un montant de 590.000€. Au 31 décembre 2024 les disponibilités d'Initiative France intègrent une partie de ce fonds pour un montant de 173.000€. Ce mandat a été renouvelé en 2024 pour un montant de 500.000€ supplémentaires. Au 31 décembre 2024 les disponibilités d'Initiative France intègrent une partie de ce fonds pour un montant de 123.000€.

Lancement du dispositif d'Accompagnement Renforcé dans le cadre du Programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 :

En 2024 le réseau Initiative France a répondu en consortium avec son partenaire 60000 rebonds à l'Appel à candidature lancé par Bpifrance et financé par le gouvernement et de la Caisse des Dépôts, portant sur l'Accompagnement Renforcé des porteurs de projets issus ou implantés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le projet global présenté et retenu porte sur la mise en œuvre par les associations locales du réseau de 2024 à fin 2027 d'un accompagnement renforcé de 3.200 personnes, pour un coût total prévisionnel de 4.300.000€ financé par une subvention prévisionnelle de 3.200.000€ versée par Bpifrance.

En complément de son rôle de chef de file du consortium, Initiative France assure différentes missions, dont notamment la coordination globale du projet, l'ingénierie de l'offre de service nationale, la communication grand public, la stratégie de partenariat, l'ingénierie financière, la consolidation et le pilotage budgétaire.

Règles et méthodes comptables

Les comptes d'Initiative France sont établis conformément aux règles et principes comptables français actuellement en vigueur.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont composées de logiciels acquis. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation de 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- | | |
|--|-------|
| • Matériel informatique | 3 ans |
| • Installations, agencements, aménagements | 5 ans |
| • Mobilier de bureau | 3 ans |
| • Matériels divers | 3 ans |

La comptabilisation des actifs et leurs amortissements, en y intégrant la notion de composants (règlement CRC 2004-06, l'article L311-2 du PCG, l'article 237 septies du CGI, l'article 15 bis de l'annexe 2), n'est pas significative et n'a donc pas été prise en compte (maintien de la comptabilisation en valeur d'usage).

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement constituées de prêts d'honneur Initiative Remarquable.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est jugée inférieure à la valeur comptable. La provision est calculée conformément à la Norme du réseau Initiative France :

- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100% du solde
- Redressement judiciaire en cours : 100% du solde

- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75% du solde
- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50% du solde
- En cas de rééchelonnement de prêt d'honneur (situation de vigilance) : 50% du solde

L'estimation de la provision pour risque de non-recouvrement des prêts d'honneur est calculée sur les soldes de prêts nets de garantie.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont essentiellement constituées de subventions et contributions à recevoir des organismes financeurs et mécènes.

Une dépréciation des créances est constatée pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent des comptes bancaires, des livrets, et une caisse.

Apports avec droit de reprise

Initiative France a signé avec la Caisse des Dépôts et Consignations un contrat d'apport avec droit de reprise le 31 juillet 2013. L'apport visé est exclusivement utilisé au financement de l'octroi de prêts d'honneur Initiative Remarquable. Selon le contrat d'apport, la reprise partielle ou totale de l'apport peut être exercée à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de signature du contrat.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance et/ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Pour précision, un passif représente une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

- Une provision pour risques est constituée pour couvrir les risques que des événements survenus en cours d'exercice rendent probables. Une information portant sur leur nature et méthode d'évaluation est portée ci-après en annexe.
- Une provision pour charges est constituée pour couvrir les risques engendrés par l'obligation du "Statut des personnels des organismes de développement économique" en matière d'indemnité de fin de carrière.
A ce titre, une provision pour indemnités de fin de carrière est comptabilisée pour les salariés de plus de 50 ans, à raison d'un demi-mois de salaire par année d'ancienneté, dans la limite d'un plafond de six mois.

Emprunts financiers divers

Dans le cadre de la gestion du fonds de prêts d'honneur, des billets à ordre sont souscrits auprès d'organismes financiers.

Produits d'exploitation

Subventions d'exploitation, mécénats et contributions financières

Les subventions, mécénats et contributions pluriannuels sont comptabilisés selon le principe de l'engagement, le fait générateur d'enregistrement en produits de l'exercice étant la date de signature de la convention ou de l'octroi de la subvention.

Compte tenu de l'avancement du programme prévu par la convention, des produits constatés d'avance peuvent être comptabilisés en fin d'année.

Cotisations

Les cotisations inscrites en produits correspondent aux appels de cotisations de l'exercice.

Ventes de prestations de services

Les Ventes de prestation de services sont essentiellement constituées des prestations d'assistance technique réalisées dans le cadre des activités à l'international au titre des contrats en cours et n'ayant pu être transférés vers Initiative International.

Engagements et Reports de ressources

A la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des dépenses restant à engager au titre des conventions signées.

Conformément aux articles 132-1 et 132-3 du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds Dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés »

Résultat

Des comptes de résultat distincts entre l'activité de la coordination nationale et la gestion du fonds de prêts sont présentés en annexe. Ainsi, le résultat se présente de la façon suivante :

Déficit de l'exercice	- 184 420,81 €
Dont déficit dit « d'activité de coordination nationale »	- 210 150,90 €
Dont excédent dit « de gestion du fonds de prêt »	25 730,09 €

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers puisqu'elles sont gratuites et ne peuvent être qu'évaluées. Elles sont inscrites, conformément au plan comptable des associations et fondations, en comptes de la classe 8 et au pied du compte de résultat sous la rubrique "évaluation des contributions volontaires en nature".

Initiative France bénéficie de contributions gratuites sous forme de :

- Bénévolat,
- Prestations en nature.

Une information portant sur leur nature et la méthode d'évaluation est portée en page 22.

Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan constatés à la clôture correspondent à des engagements donnés et reçus par Initiative France.

Sur les exercices précédents, les principaux engagements hors bilan donnés correspondaient aux engagements du Comité Initiative Remarquable sur des prêts accordés mais non encore décaissés. Initiative France ayant pris la décision fin 2020 d'arrêter son activité de prêts Initiative Remarquable, aucun engagement ne subsiste à ce titre.

Détail des Etats Financiers

Actif Immobilisé

Tableau des immobilisations				
	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	3 319			3 319
Logiciels	3 319			3 319
Immobilisations corporelles	102 098	10 848		112 946
Installations, agencements, aménagements				
Matériel informatique	102 098	9 139		111 237
Mobilier de bureau				
Matériel divers		1 709		1 709
Immobilisations financières	902 005	561 345	84 309	1 379 041
Prêts	845 899	561 345	84 309	1 322 935
Participations				
Dépôt et cautionnement	56 106	0	0	56 106
TOTAL	1 007 422	572 193	84 309	1 495 306

Tableau des amortissements				
	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	3 319			3 319
Logiciels	3 319			3 319
Immobilisations corporelles	65 843	22 255		88 098
Installations, agencements, aménagement				
Matériels informatiques	65 843	22 222		80 065
Mobiliers de bureau				
Matériels divers	0	33		33
TOTAL	69 162	22 255		91 417

Tableau des dépréciations				
	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Immobilisations financières				
Prêts	265 049	27 145	139 819	377 723
TOTAL	265 049	27 145	139 819	377 723

Créances

Tableau de variation des provisions sur créances				
	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Créances usagers	10 653	24 310		34 963
Provisions pour dépréciation	10 653	24 310		34 963
Autres créances				
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	10 653	24 310		34 963

Disponibilités nettes

Disponibilités nettes		
	2024	2023
Disponibilités – Activité de la Fédération	2 689 019	3 560 543
Disponibilités – Fonds Initiative Remarquable	- 267 440	34 040
TOTAL	2 421 579	3 594 583

Les disponibilités - Activité de la fédération intègrent pour 354.000 €, 200.000€ et 384.000€ les 3 fonds publics « Prime à la création d'activité pour les jeunes en insertion » « Prime Entrepreneuriat Quartiers 2030 » pour lesquels Initiative France a reçu un mandat de paiement de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle.

Elles intègrent pour 269.309€ de subvention versée par Bpifrance aux membres du réseau Initiative ayant répondu en consortium dans le cadre du programme « Insertion par le Travail Indépendant ». Initiative France reversera ce montant aux membres du consortium au fur et à mesure de leur avancement dans la réalisation du programme ainsi que 40 % de la subvention Entrepreneuriat Quartiers 2030 soit 1.024.000€

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance		
	2024	2023
Autres charges constatées d'avance	65 797	34 374
TOTAL	65 797	34 374

Fonds associatifs

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres avec droit de reprise	784 054	0		7 930	791 984
Réserves	2 488 834	45 505			2 534 339
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	37 575	-37 575	0	0	0
Situation nette	3 310 463	7 930	0	7 930	3 326 323
TOTAL	3 310 463	15 860	0	7 930	3 326 323

Conformément à la décision de l'Assemblée générale du 27 juin 2024, d'affecter le résultat excédentaire de 37.574,80 € de la façon suivante : affectation aux « Autres réserves » pour 45.505,24€ ; affectation aux « Apports avec droit de reprise » pour (7.930,44€).

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges					
	01/01/2024	Dotation	Reprise non utilisée	Reprise utilisée	31/12/2024
Provisions pour charges					
Provisions indemnités fin carrière (IFC)	66 684	17 037	17248		66 473
Provisions pour charges sociales IFC	34 743	8 809	8986		34 566
Provisions pour charges fiscales IFC	8 069	2 061	2087		8 043
TOTAL	109 496	27 907	28 321		109 082
Provisions pour risques					
Autres provisions	103 000	80 000	68 000		115 000
TOTAL GENERAL	212 496	107 907	96 321		224 082

La méthode de calcul des provisions pour indemnités de fin de carrière est rappelée ci-dessus en page 11

Dettes

		Echéances			
	2024	< 1 an	1 an < X < 5 ans	> 5 ans	2023
Emprunts					
Découvert bancaire	288 439	288 439			
Billets à ordre	0	0			700 000
Intérêts courus non échus	0	0			8 944
Total	288 439	288 439			708 944
Dettes fournisseurs et comptes rattachés					
Dettes fournisseurs	621 965	621 965			654 456
Dettes fournisseurs – factures non parvenues	103 835	103 835			55 858
Total	725 800	725 800			710 314
Dettes sociales et fiscales					
Organismes sociaux	208 766	208 766			186 202
Taxes dues sur les rémunérations	20 056	20 056			17 082
Impôts sur les produits financiers & TVA	11 992	11 992			35 877
Dettes concernant les congés payés et primes et dettes envers les salariés	238 930	238 930			205 747
Total	479 744	479 744			444 908
Autres dettes					
Garanties des prêts					
Autres charges à payer et créiteurs	1 948 808	1 948 808			1 654 153
Total	1 948 808	1 948 808			1 654 153

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance		
	2024	2023
Conventions Etat – Bpi - FSE	813 225	1 360 957
Conventions Autres	373 636	457 226
Total	1 186 861	1 818 183

Dans le cadre des conventions pluriannuelles, des PCA sont comptabilisés lorsque le montant de financement total notifié dans la convention est supérieur au montant correspondant à l'avancement des dépenses liées à la subvention en fin d'exercice. Le montant du PCA comptabilisé est alors égal à l'écart entre le montant total notifié et le montant de l'avancement des dépenses en fin d'exercice.

Concours publics et subventions d'exploitation

Ce poste, d'un montant de 3.175.587 € n'est constitué que de subventions d'exploitation, réparties de la manière suivante :

- Aide exceptionnelle versée aux employeurs d'apprentis = 7500 €
- Subvention perçue au titre du programme Quartier 2030 = 38 000 €
- Subvention d'exploitation accordée par Bpifrance = 2.040.000 €
- Subvention d'exploitation accordée par Bpifrance dans le cadre du mandat qui lui a été donné par la Délégation Générale à l'Emploi et la Formation Professionnelle et dédiée au programme « Inclusion par le Travail Indépendant » = 178.000 €
- Subvention d'exploitation accordée par le Fonds Social Européen = 872 000 €
- Subvention d'exploitation accordée par le secrétariat d'état à l'égalité Hommes-Femmes = 20.000 €
- Subvention d'exploitation accordée par le Fonds de Développement de la Vie Associative = 20.000 €
- Subvention d'exploitation accordée par BPI France pour le déploiement ARKA = 100.000 €

NB : Bpifrance n'étant pas qualifiée de « pouvoir adjudicateur » au sens du droit européen et du droit de la commande publique interne

Compte de résultat

Le résultat de l'exercice 2024 se solde par un déficit de -184 420 €, se décomposant comme suit :

• Résultat d'exploitation	(308 140) €
• Résultat financier	123 793 €
• Résultat exceptionnel	€
• Impôts sur les bénéfices	(74) €

Compte de résultat retraité

Le compte de résultat distingue les actions du programme de la Coordination Nationale de celles rattachées à la gestion du fonds de prêts d'honneur Initiative Remarquable. Les actions rattachées à la gestion du fonds de prêts dégagent un excédent de 25 730,09 €, correspondant aux produits financiers nets d'impôt liés au placement des billets à ordre, diminués des frais financiers ainsi que des provisions et pertes sur prêts d'honneur. Les dépenses directes et indirectes engendrées par l'activité du fonds sont considérées comme des dépenses d'animation, à la charge de la Coordination Nationale.

Le compte de résultat retraité est présenté en page suivante.

Compte de résultat retraité

	31/12/2024	Fédération	Fonds de prêts
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT			
Cotisations	1 125 212	1 125 212	
Ventes de prestations de services	1 109 402	1 109 402	
Concours publics et subventions d'exploitation	3 175 587	3 175 587	
Ressources liées à la générosité du public (Mécénat)	69 000	69 000	
Contributions financières	463 878	463 878	
Reprises sur amt, dépréciations, prov et transferts de charges	96 321	96 321	
Utilisation des fonds dédiés	-	-	
Autres produits	3	3	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	6 039 403	6 039 403	-
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Achats de marchandises	25 131	25 131	
Autres achats et charges externes	2 686 530	2 686 530	
Aides financières	468 939	468 939	
Impôts, taxes et versements assimilés	201 890	201 890	
Salaires et traitements	1 698 823	1 698 823	
Charges sociales	955 891	955 891	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	186 770	186 770	
Dotations aux provisions	107 909	107 909	
Report en fonds dédiés	-	-	
Autres charges	15 660	15 660	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	6 347 543	6 347 543	-
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 308 140	- 308 140	-
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés	100 279	97 989	2 290
Reprises sur provisions et dépréciations	139 819		139 819
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	240 098	97 989	142 109
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	27 145		27 145
Intérêts et charges assimilées	89 160		89 160
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	116 305	-	116 305
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	123 793	97 989	25 804
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	-		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	-	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	-		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	-	-	-
3 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	74	-	74
4 - EXCEDENT OU DEFICIT	-184 420,81	-210 150,90	25 730,09

Contributions volontaires en nature

Bénévolat

Le bénévolat correspond aux contributions en travail de bénévoles dans le cadre de commissions, groupes de travail et d'experts.

La méthode appliquée repose :

- Sur une comptabilisation des heures de présence à partir d'une part des feuilles d'émargement des commissions et groupes d'experts et de travail pour les réunions tenues en présentiel, des comptes rendus des commissions et groupes d'expert pour les réunions tenues en visio-conférences
- Sur une valorisation au taux horaire de 60 €.

Total heures "bénévolat"	Montant valorisé à 60 € / heure
2009,3	120 560

Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant
Prêts d'honneur accordés par le Comité Initiative Remarquable et non décaissés au 31/12/2024	NEANT
Dont concernant les dirigeants Dont engagements assortis de sûretés réelles	NEANT

Engagements reçus	Montant
Cautions bancaires	NEANT
Dont concernant les dirigeants Dont engagements assortis de sûretés réelles	NEANT

Autres informations

Personnel

Effectif moyen			
	Cadres	Agents de maîtrise	Employés
Personnel en CDI	23.40		4
Personnel en CDD			0.2
Personnel mis à disposition			
Total	23.40		4.2

L’effectif moyen 2024 est de 27.6 ETP, contre 25.8 ETP en 2023

Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires Mazars		
	2024	2023
Mission de contrôle légal des comptes	18 444	18 690
Missions SACC (Services autres que certification des comptes)	12 226	6048
Total	30 670	24 738

Informations relatives aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au Volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés est nul.

Les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et sont membres du Conseil d'Administration de l'association. Il s'agit du président du Conseil et des deux vice-présidents.

Par ailleurs, aucun membre du Conseil d'Administration n'est rémunéré ou ne perçoit d'avantages en nature.

Information relative au régime fiscal

Initiative France, régie par la loi de 1901, a une activité à caractère non lucratif et à ce titre n'est assujettie ni à la TVA ni à l'impôt sur les sociétés.

Depuis 2021 Initiative France procède à une sectorisation de ses quelques activités lucratives, qui consistent en la réalisation de prestations d'assistance technique dans le cadre de ses activités à l'international.

Pour 2023, une fois sectorisées, ces activités se sont avérées en déficit, aucune charge d'impôt sur les bénéfices n'a donc été comptabilisée à ce titre.

Les charges affectées aux activités lucratives ont été calculées selon les règles suivantes :

1. Affectation de l'ensemble des coûts directs liés aux activités définies comme lucratives (frais directs de personnel, coûts directs de prestations, frais de déplacement)
2. Calcul de la part des ressources à caractère lucratif dans le total des ressources liées aux activités à l'international
3. Affectation, au prorata de cette part calculée, de l'ensemble des coûts liés aux activités internationales et ne pouvant être directement rattachés à une activité